

# Quatrième édition annuelle du déjeuner du maire organisé par l'Alliance des affaires de la capitale nationale

---

**Terrain de golf municipal Pine View  
Le vendredi 4 juin 2004 à midi**

Je suis heureux d'avoir été invité, cette année encore, à prononcer devant l'Alliance des affaires de la capitale nationale un exposé sur l'état actuel de la Ville et de pouvoir répondre à vos questions sur les problèmes et les préoccupations qui pourraient vous tenir à coeur.

Lors de ma première allocution devant cette assemblée, il y a trois ans, Ottawa était une nouvelle entité et tout le personnel de l'hôtel de ville s'affairait à fusionner 12 localités en un seul et même organisme.

J'admets que nous avons dû surmonter quelques obstacles pour y arriver. Néanmoins, je crois qu'aujourd'hui, Ottawa est une ville plus solide et meilleure qu'elle ne l'était il y a à peine trois ans.

Nous avons maintenu nos services essentiels et, dans certains cas, les avons améliorés.

Nous avons réduit ou gelé les taxes au cours des deux premières années qui ont suivi la fusion et avons imposé une légère augmentation dans notre budget de 2004.

À cet égard, j'aimerais vous parler brièvement des augmentations de taxes que d'autres villes ont imposées :

- Hamilton 5,6 %
- Toronto 3,0 % (malgré l'aide financière accordée - de nouveau - par le gouvernement provincial)
- Calgary 5,0 %
- London 8,0 %
- Mississauga 3,8 % (Son conseil municipal s'est aussi accordé une augmentation de salaire.)
- Région de York 8,0 %
- Pickering 8,9 %

L'année dernière, je vous ai parlé des efforts que nous devons faire pour que la nouvelle Ville devienne réalité. Je vous ai parlé aussi des projets qui avaient été approuvés par le Conseil pour encourager le développement économique, social et culturel de la nouvelle Ville.

Cette année, Ottawa compte parmi les villes canadiennes qui ont imposé les plus faibles augmentations de taxes foncières.

Nous avons connu, vous le savez, un processus budgétaire difficile, car nos recettes, surtout celles provenant des taxes foncières, ne nous permettaient pas de répondre aux besoins accrus résultant de la croissance.

Nous avons entrepris une révision approfondie de notre budget, d'abord avec l'Examen général des programmes, puis en tenant des séances de consultation publique et, finalement, en consacrant au budget trois journées de longues délibérations à la table du Conseil municipal.

Nous avons réduit et réorganisé notre effectif, réalisant ainsi des économies administratives de près de 30 millions de dollars.

Riche en émotions, le débat sur le budget a parfois donné lieu à des luttes personnelles. Je crois toutefois qu'il s'est également avéré bénéfique pour notre communauté, car désormais, nos résidents comprennent mieux comment et pourquoi la Ville leur offre une aussi vaste gamme de programmes et de services.

La Ville d'Ottawa embauchera sous peu un vérificateur municipal indépendant qui offrira un système de freins et de contrepoids en ce qui concerne la façon dont l'argent des contribuables est dépensé.

Lorsque j'ai présenté pour la première fois ma candidature à la présidence du Conseil régional, en 1997, j'ai souvent évoqué la qualité de la vie et des infrastructures - tout particulièrement l'infrastructure humaine - dont nous jouissons à Ottawa.

Je sais que le succès de vos entreprises est intimement lié à la qualité de vie qu'offre notre ville.

Les entreprises dont les activités reposent sur le transport de produits et de services ne peuvent atteindre leur plein potentiel si la circulation sur nos voies publiques principales est bloquée la majeure partie de la journée.

Les transports en commun continuent de figurer en tête de liste des priorités de la Ville.

Nous devons donc aller de l'avant avec nos projets visant à agrandir notre réseau de train léger et de transport par autobus à Ottawa.

En effet, l'expansion du réseau de train léger est essentielle à l'évolution d'Ottawa.

Les gouvernements fédéral et provincial ont récemment annoncé qu'ils accorderaient à la Ville la somme de 600 millions de dollars, laquelle nous permettra de construire une ligne de train léger entre le centre-ville et Nepean Sud. Pensez seulement aux avantages d'un tel service, non seulement pour les résidents de Nepean, mais également pour ceux des secteurs ruraux d'Osgoode et de Rideau.

Une fois cette ligne en fonction, nous ferons aussi vite que possible pour planifier la mise en place de l'axe est ouest du train léger, qui reliera deux points tels qu'Orléans et Kanata.

Les petites et moyennes entreprises qui mènent des activités à l'échelle internationale doivent pour leur part avoir accès aux outils technologiques les plus sophistiqués.

C'est pourquoi la mise en œuvre de notre plan de transmission à large bande à l'échelle de toute la ville est si important.

Saviez vous qu'à 25 ou 30 minutes à peine de l'hôtel de ville se trouvent des communautés d'Ottawa qui n'ont pas accès à Internet à haute vitesse? À l'extérieur de la ceinture de verdure, en effet, 60 p. 100 de nos résidents et entreprises ne sont toujours pas branchés à ce service.

Nous sommes déjà bien en avance sur les prévisions établies dans notre plan Ottawa 20/20, selon lesquelles la couverture à large bande s'étendrait à la totalité du territoire dans un délai de cinq ans. Nous avons déjà couvert presque 100 p. 100 de la zone urbaine et, dans un an, nous aurons atteint les quartiers situés à l'extérieur de la ceinture de verdure.

Lorsque nous parlons d'infrastructures, nous pensons aux routes, aux ponts et aux égouts. Aujourd'hui, cependant, l'édification d'une autoroute de l'information reliant nos ordinateurs et nos entreprises au reste du monde constitue également un important projet d'infrastructure

Le secteur privé partage notre vision de la connectivité à large bande.

En avril dernier, Rogers a inauguré ses nouveaux services Internet à haute vitesse à Carp, fruits d'un investissement de huit millions de dollars. D'autres communautés telles que North Gower seront les prochaines à bénéficier des services en question.

En fait, c'est pour le bien des résidents que le secteur privé et la Ville d'Ottawa collaborent à des projets clés, qu'il s'agisse de programmes de loisirs ou de soins de santé.

Les partenariats public-privé

permettent aux résidents d'Ottawa d'économiser de l'argent et d'éviter l'endettement tout en pouvant jouir des avantages d'installations remarquables. Le Bell Sensplex est un exemple

parfait de nouvelles infrastructures à moindres coûts pour tous

En mars, nous avons entamé les travaux de construction du nouveau Bell Sensplex, à Kanata.

Grâce au partenariat conclu par les secteurs public et privé avec l'équipe de hockey les Sénateurs d'Ottawa, le Bell Sensplex offrira quatre patinoires ainsi qu'un terrain de soccer intérieur.

Par ailleurs, deux patinoires seront aménagées au Centre Ray-Friel, à Orléans, toujours selon un partenariat public privé qui, d'une part, permettra aux résidents de jouir de nouvelles installations et qui, d'autre part, améliorera les bénéfices nets de la Ville en n'entraînant que peu de dettes, si tant est qu'il y en ait.

Nous avons également eu recours au modèle des « trois p » pour financer la construction d'un nouvel établissement de soins de santé sur l'île Porter. Construit au coût de 23,5 millions de dollars, le Centre de soins de longue durée Garry Armstrong sera habitable en 2005.

C'est donc dire que nos partenariats avec le secteur privé nous sont extrêmement précieux. Des dirigeants d'entreprise de notre communauté ne cessent de me rappeler l'importance de protéger le plus grand attrait de notre ville : sa remarquable qualité de vie

Dans un entretien récent avec Terry Matthews, celui-ci m'a expliqué pourquoi il a fondé une entreprise à Ottawa. Et je cite :

« Je me plais ici. Ottawa n'est ni une grande métropole ni une petite communauté. À titre de capitale, elle offre une multitude d'installations. À Ottawa, la qualité de vie constitue un attrait majeur. »

Et cette qualité de vie est notamment attribuable aux investissements dans les arts et la culture, lesquels rapportent également aux entreprises locales.

À la fin du mois de mars, j'ai reçu une lettre des administrateurs de cinq entreprises de haute technologie, qui me demandaient de défendre le financement des arts pendant notre débat sur le budget.

Voici ce que disait cette lettre : « Les arts contribuent de manière significative et durable à la prospérité économique d'Ottawa. Les établissements culturels prestigieux, tels ceux dont nous jouissons à Ottawa, attirent les touristes, créent des emplois et génèrent des recettes pour les autres entreprises. »

La lettre était signée par les présidents ou chefs de la direction des entreprises Alcatel, BCE, Telesat, Telus et Mitel.

En outre, la Ville est fière d'investir dans divers événements comme le Bluesfest, la Coupe Grey ou Portes ouvertes Ottawa, activité tenue cette fin de semaine et à laquelle sont inscrits 90 édifices répartis dans toute la capitale.

La qualité de vie à Ottawa n'échappe pas aux organismes nationaux et internationaux.

Le Bureau du commerce de Montréal a récemment publié une étude portant sur 12 villes nord américaines. Ces dernières y étaient notées sur tout, depuis le niveau d'éducation de la population active jusqu'à la qualité de l'air, en passant par le pourcentage d'emplois offerts dans les domaines de pointe.

Ottawa s'est classée au premier rang des villes canadiennes évaluées.

Des 12 villes notées dans l'étude, seule Seattle, dans l'État de Washington, a surpassé Ottawa.

Parmi les autres villes soumises à l'évaluation, notons New York, Chicago, Boston, Toronto et Vancouver.

L'étude du Bureau du commerce de Montréal vient appuyer le rapport préparé par Mercer, dans lequel Ottawa se classe parmi les 20 villes du monde qui offrent la meilleure qualité de vie.

Avant de conclure, j'aimerais dire quelques mots sur le Nouveau pacte pour les municipalités.

Il y a trois ans, les maires de grandes villes ont entrepris une campagne visant à convaincre les autres paliers de gouvernement d'aider les municipalités à financer leur système de transport en commun, à rénover des ponts et à en construire de nouveaux, ainsi qu'à moderniser leurs usines de purification de l'eau.

Notre objectif, qui consiste à offrir à nos citoyens une excellente qualité de vie, est étroitement relié à la campagne sur la nouvelle entente pour les villes qu'ont lancée, il y a quelques années, les maires des grandes villes. Cette campagne commence enfin à porter des fruits.

Des organismes tels que le Conference Board du Canada, la Banque TD et le Toronto Star, le plus important quotidien au Canada, ont appuyé la demande d'un nouveau pacte en fournissant des données éloquentes sur la situation financière des villes.

Nous voyons maintenant les résultats de notre campagne.

Dans son premier budget à titre de premier ministre, Paul Martin a accordé aux municipalités le remboursement complet de la taxe sur les produits et services (TPS). Pour la Ville d'Ottawa, cela signifie un montant supplémentaire de 15 millions de dollars par année.

Le premier ministre Martin a également promis de verser aux municipalités une partie des recettes provenant de la taxe sur l'essence, soit cinq cents par litre. Les premiers versements seront effectués en 2005.

Quant au gouvernement de l'Ontario, celui-ci commencera à rembourser aux villes la taxe sur l'essence à raison de un cent le litre à compter du mois d'octobre.

Ce taux de remboursement de la taxe provinciale sur l'essence atteindra deux cents le litre au cours des deux prochaines années.

Une fois combinés, les remboursements respectifs des gouvernements fédéral et provincial à la Ville d'Ottawa atteindront XX millions de dollars par année, montant qui viendra s'ajouter à notre budget d'immobilisations.

Cet argent, qui pourra servir à l'expansion de notre réseau de train léger sur rail, libérera d'un grand poids notre budget d'immobilisations.

Nous prévoyons que la population d'Ottawa s'élèvera à 1,2 million de personnes d'ici à peine 20 ans.

Il est temps pour les associations de gens d'affaires comme le NCBA et d'autres d'utiliser toutes leurs ressources et leurs relations afin que la Ville d'Ottawa puisse obtenir des gouvernements provincial et fédéral les nouvelles sources de revenus dont elle a absolument besoin pour demeurer une communauté viable et assurer son avenir.

Nous devons planifier dès aujourd'hui en prévision de cette croissance et c'est pourquoi ce Nouveau pacte est si important pour l'avenir des municipalités.

Il signifie également qu'Ottawa sera en mesure de conserver sa grande et précieuse qualité de vie, et ce, pour le plus grand bonheur des familles, des quartiers et des entreprises de la capitale.

Merci.